

dehors du cadre traditionnel de la petite paysannerie. L'école, après l'émigration, est devenue l'une des réponses principales au danger d'un patrimoine morcelé. Notons que si cette stratégie de reproduction familiale, qui cherche à assurer à chaque génération une situation au moins égale à la génération antérieure, est relativement banale, un nombre important de jeunes scolarisés ont réussi à s'employer dans la petite région de Cuetzalan dans les années 1980 et non plus aussi massivement, comme auparavant, sur le lieu où les études avaient été effectuées. Le désengagement de l'État, dans les années 1990, d'un bon nombre de programmes mais aussi d'entreprises parapubliques remet probablement en cause cette possibilité.

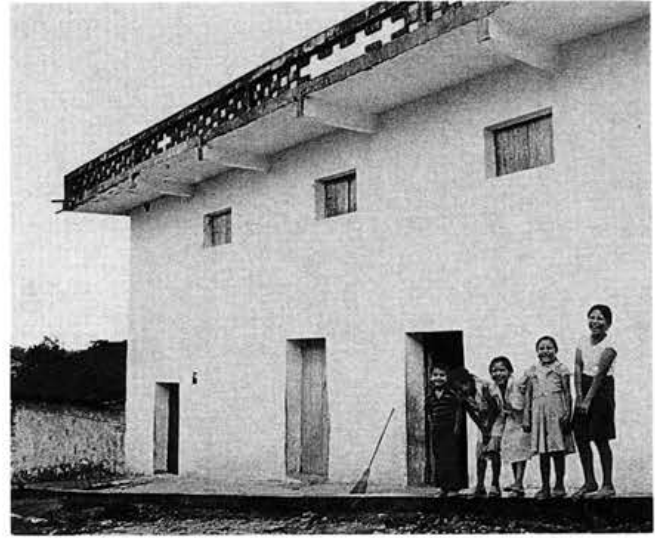
L'ouverture grandissante du village, et notamment l'extension de la scolarisation qui est devenue

primordiale dans les stratégies de reproduction familiale constitue le moteur essentiel non seulement des transformations sociales mais aussi de l'évolution économique du village, même si l'intensification de la culture du café a des effets multiplicateurs non négligeables. La différenciation sociale, sans être d'apparition récente, s'est accentuée et une amélioration temporaire peut être remise en cause par une conjoncture défavorable (il est significatif que certains paysans du village font des conjectures sur la récolte de café au Brésil). Toutefois, les catégories ne sont pas figées, les coupures supposées fondamentales (possession de terres / non possession; travail salarié / mode de production domestique) ne sont pas nettes. Tel paysan peut devenir salarié pour un temps donné et revenir à sa condition de paysan, tel ouvrier agricole dispose d'un

jardin (*kalikanpa*) qui lui permet d'assurer une partie de la subsistance de la famille, etc.

La comparaison des cartes de la pluriactivité et de l'habitat confirme l'existence d'une ségrégation spatiale. D'un côté, une population marginalisée trouve difficilement les moyens de survivre en exerçant des activités annexes: elle habite dans un milieu précaire et périphérique. De l'autre, des villageois profitent des possibilités nouvelles, offertes par l'intervention des acteurs extérieurs: ils vivent dans des maisons de type urbain, regroupées au centre et le long de l'axe qui relie le village à Cuetzalan. Cet espace central est aussi l'espace du pouvoir: y habitent les cinq derniers présidents de la commune, mais aussi les *mayordomos*<sup>6</sup> des dernières années.

Émigration, sous-emplois ruraux et entraide familiale ou insertion dans l'économie nationale sont autant de solutions à la crise que connaissent certaines communautés rurales en forte croissance démographique que le secteur agricole n'est plus en mesure de maintenir. Les nouvelles possibilités d'emploi, ouvertes par l'approfondissement de la division du travail ne sont pas en nombre suffisant et profitent essentiellement aux moins démunis. Cette reproduction des inégalités est même (durablement?) une accentuation de la différenciation sociale qui se traduit dans l'espace villageois par une ségrégation et la génération de quartiers différenciés.



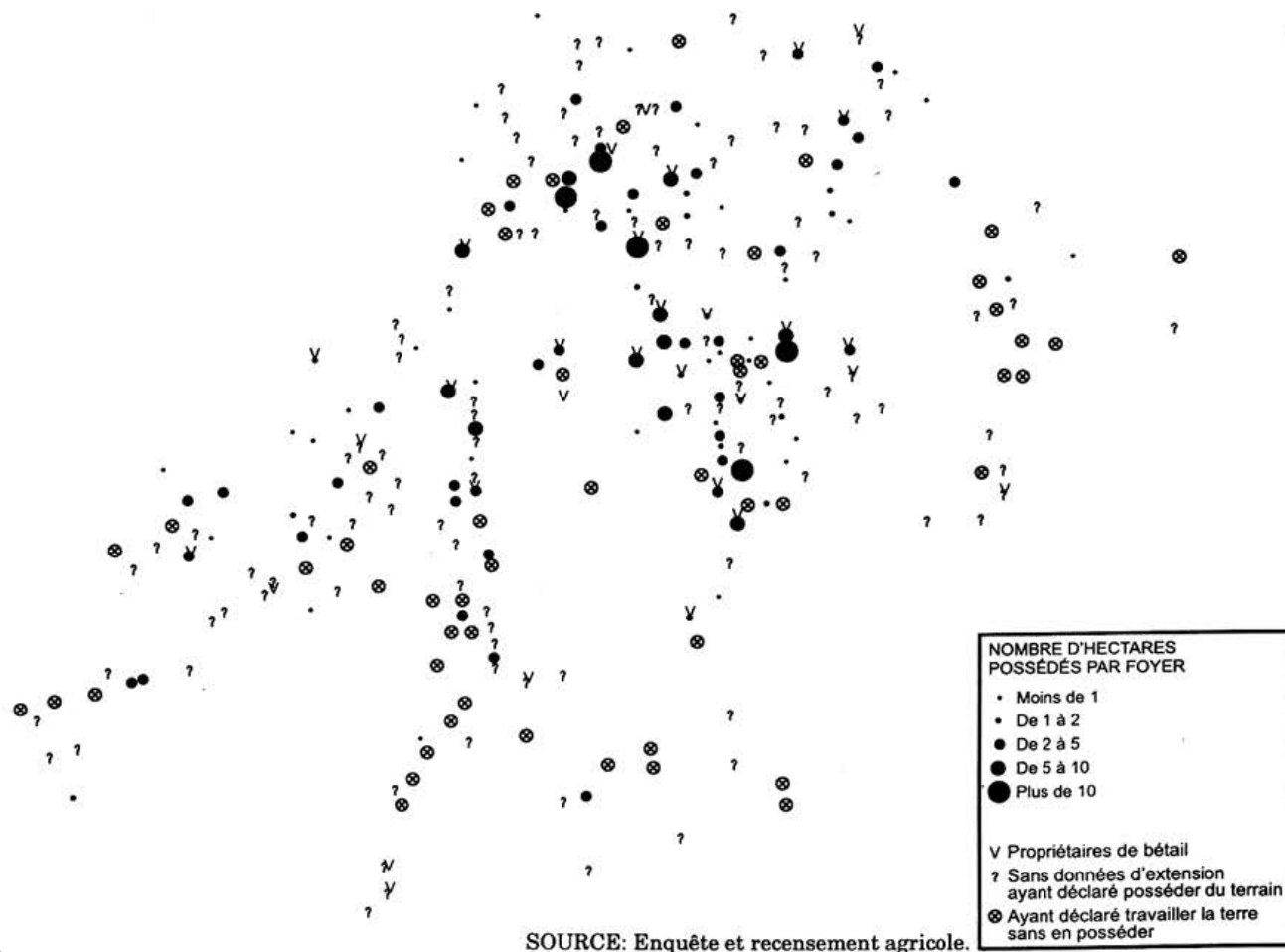
tite propriété (de 2 à 10 ha) permettant un début d'accumulation grâce aux cultures commerciales mais aussi grâce aux possibilités nouvellement offertes en dehors de la paysannerie, se mobilise plus que d'autres; ces paysans participent activement aux efforts de la coopérative par exemple. Toutefois, ces nouvelles possibilités ne touchent que quelque 30% de foyers et en excluent près de 50% (voir le tableau des caractéristiques, les cartes et les photos –de l'auteur) qui survivent par le salariat agricole, les petits services ou l'artisanat. De ces fractions les plus démunies, on peut dire qu'elles sont exclues par définition: non propriétaires de terres, elles ne sont pas la cible des programmes de développement (ni

### Développement, intégration, citoyenneté

La présence grandissante des multiples organismes de l'État ainsi que la création d'organisations paysannes modernes (la coopérative) restructurent, elles aussi, la société locale et accélèrent la pénétration d'innovations rurales tout en transformant la mentalité paysanne, qui intègre peu à peu l'idée de la maximisation du taux de profit. Ces mutations profitent à un groupe de paysans qui, sur la base d'une pe-



Carte 2 - La tenure.



crédits, ni subventions, ni aides à la commercialisation...). Les bénéficiaires des programmes de développement, quant à eux, captent non seulement la quasi-totalité des ressources des programmes, mais sont également à même d'augmenter leur capital culturel ou symbolique en se saisissant des occasions de formation offertes par l'intervention de l'État ou en acceptant le rôle de leader naturel qui leur est assigné. Individus en ascension sociale, ils sont souvent en porte-à-faux vis-à-vis de la communauté et constituent la cible privilégiée des critiques envieuses et/ou railleuses. C'est ainsi qu'est institué un groupe social monopolisant les relations avec les nouvelles formes de l'État social.

Il est alors légitime de demander si la cohésion de type traditionnel de la communauté –si cohésion et indéfinition sociale il y avait– se trouve menacée.

Question que se posent traditionnellement les amateurs de typologies désirant statuer sur l'authenticité de la communauté ou de l'indianité. De fait, si l'on retenait la définition qu'en donne R. Stavenhagen<sup>7</sup>, il nous faudrait conclure que la communauté indienne, avec ses formes propres d'organisation sociale et du territoire est en train de disparaître dans cette partie de la Sierra, du fait de l'amplification de la stratification sociale. Cependant, une certaine communauté résiste en de nombreux domaines et la non-stratification sociale n'est qu'un critère de définition de la communauté parmi d'autres. Ainsi, le système de gouvernement hérité de la colonie –le *cabildo*– structure toujours fortement la collectivité. Les charges religieuses, assurées par plus de 50 personnes, choisies tous les ans ou tous les deux ans, sont les pivots des cérémonies

religieuses, donnent cohésion à la collectivité et continuent à dicter une partie des conduites et du sens de la vie. Les charges civiles, de maintien de l'ordre et de négociation avec d'autres organismes (généralement administrations d'État: santé, éducation ou pouvoir judiciaire), constituent une autre structure traditionnelle de pouvoir local qui peut exprimer les besoins et les demandes de la collectivité. L'efficacité de ce système, et le degré de participation qu'il suscite, varient, l'important étant que la communauté se sente représentée. Il perd toute efficacité quand il est imposé par un pouvoir extérieur (organismes d'État, section locale du PRI, cacique régional...) sans accords préalables. Notons par ailleurs que le système traditionnel de pouvoir s'adapte sous la pression externe. Ainsi, les pratiques de parenté elles-mêmes, qui, comme l'on sait, constituent l'ossature principale du mode de domination local, s'articulent à l'emprise croissante de l'État et évoluent autant au gré des transformations de celui-ci que sous la pression des transformations économiques. C'est le cas, par exemple, de l'introduction de compérages de fin d'études primaires lorsque l'école pénètre dans les communautés dites "fermées" des hautes terres. Ce nouveau compérage fournit l'occasion de tisser de nouveaux liens tout autant que celle de répartir les coûts de la scolarisation.

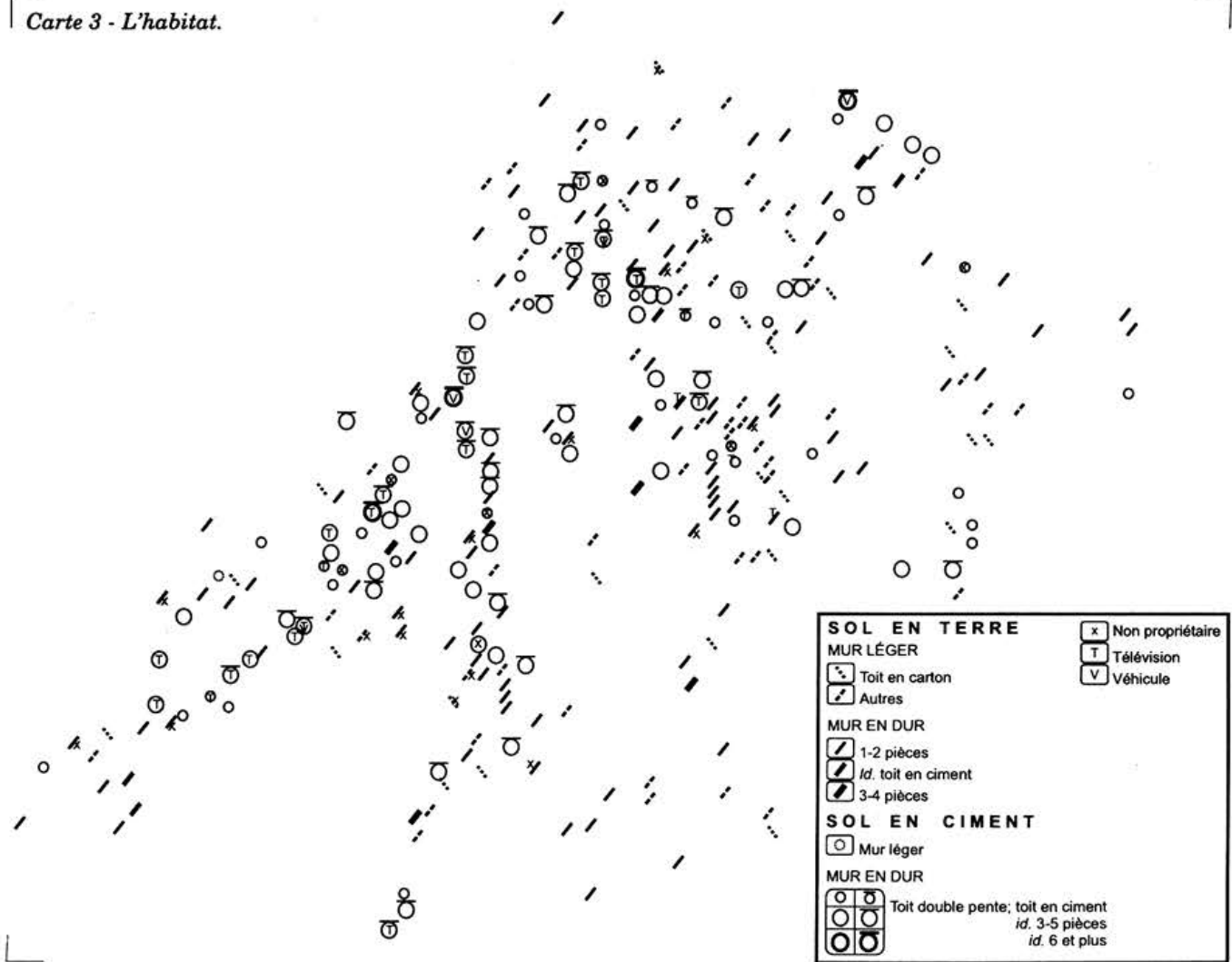
De fait, le mode de domination traditionnelle se fonde sur un rapport personnel organisant des échanges multiples entre les deux parties liées (corvées, *mano vuelta*, prêt, troc, achat et vente préférentiels ou monopolisés, soutiens familiaux divers, appuis de type politique, délégation de pouvoir, etc.). Ce n'est qu'en conservant à l'esprit la fonctionnalité du mode de domination traditionnelle et ce dans ses aspects multiples que l'on arrive à comprendre des conduites qui peuvent par ailleurs paraître incohérentes. De fait, toute tentative de modernisation, c'est-à-dire d'imposition d'une nouvelle rationalité, généralement à finalité unique et sectorielle, heurte un système structuré et structurant local. Comment expliquer autrement le choix délibéré et informé du paysan choisissant de vendre tout ou partie de sa récolte de café au maquignon (*acaparador*) traditionnel plutôt qu'à la centrale d'achat de l'État (l'Institut Mexicain du Café) pratiquant un meilleur prix?

Aussi, et certains acteurs du développement l'ont compris, le *cabildo*, lui-même, s'appuie sur les formes de communication traditionnelles de la communauté: l'interconnaissance, le réseau du *compadrazgo*

qui irriguent la collectivité en informations, par définition réservées aux seuls membres de la communauté. Il est extrêmement difficile de pénétrer ce système; les diverses tractations restent donc secrètes ou plutôt intra-communautaires. C'est la raison pour laquelle toute tentative de modernisation passe par le remaniement de cet espace de communication –l'espace public de la communauté indienne. Car la plus grande partie de la circulation traditionnelle de l'information se fait dans et par les sphères privées, fonctionnant au travers de ce réseau très dense qu'est le réseau familial et de compérage. Il est important de souligner que les alliances qui sont tissées peuvent être ou ne pas être opératoires, qu'elles sont "négociables". De fait, par le jeu des compérages croisés, pratiquement chaque famille entretient des liens d'une nature ou d'une autre avec chacune des autres familles. Le plus souvent, lorsqu'il s'agit de prendre position sur une décision faisant problème, des clans se constituent séparant des alliés d'hier ou des alliés sur d'autres problèmes. Il ne reste alors que l'extrême formalisme des relations de compérage dont le respect est le principe fondamental et le maître mot. Une certaine publicité des débats est ainsi assurée par le jeu des alliances croisées et chacune des parties connaît, avec une grande précision, les positions de la partie adverse qui lui sont rapportées par des membres du réseau, plus neutres ou très liés à un membre de l'autre partie. Aussi les alliances se dessinent-elles souvent en fonction de l'importance d'un lien, c'est-à-dire de l'importance d'une dette (matérielle ou symbolique) qu'un membre de la famille ou qu'un compère a vis-à-vis des chefs des divers clans constitués autour d'un problème politique au sens le plus large du terme.

C'est ce véritable système administratif organisant les échanges communautaires de prélèvements contre prestations et appliquant les décisions politiques moyennant loyauté que toute entreprise de développement doit pénétrer, contourner ou soumettre. C'est bien ce à quoi a procédé la coopérative –forme d'organisation moderne– en imposant la publicité de ses débats, seul moyen de permettre à des agents extérieurs à la communauté d'avoir une influence sur les discussions et de participer à la production d'une vision du changement. La coopérative transforme peu à peu les formes traditionnelles de communication et se pose de plus en plus comme le principal porte-parole de la collectivité face aux pouvoirs extérieurs –cela d'autant plus facilement qu'elle représente souvent ces mêmes pouvoirs ex-

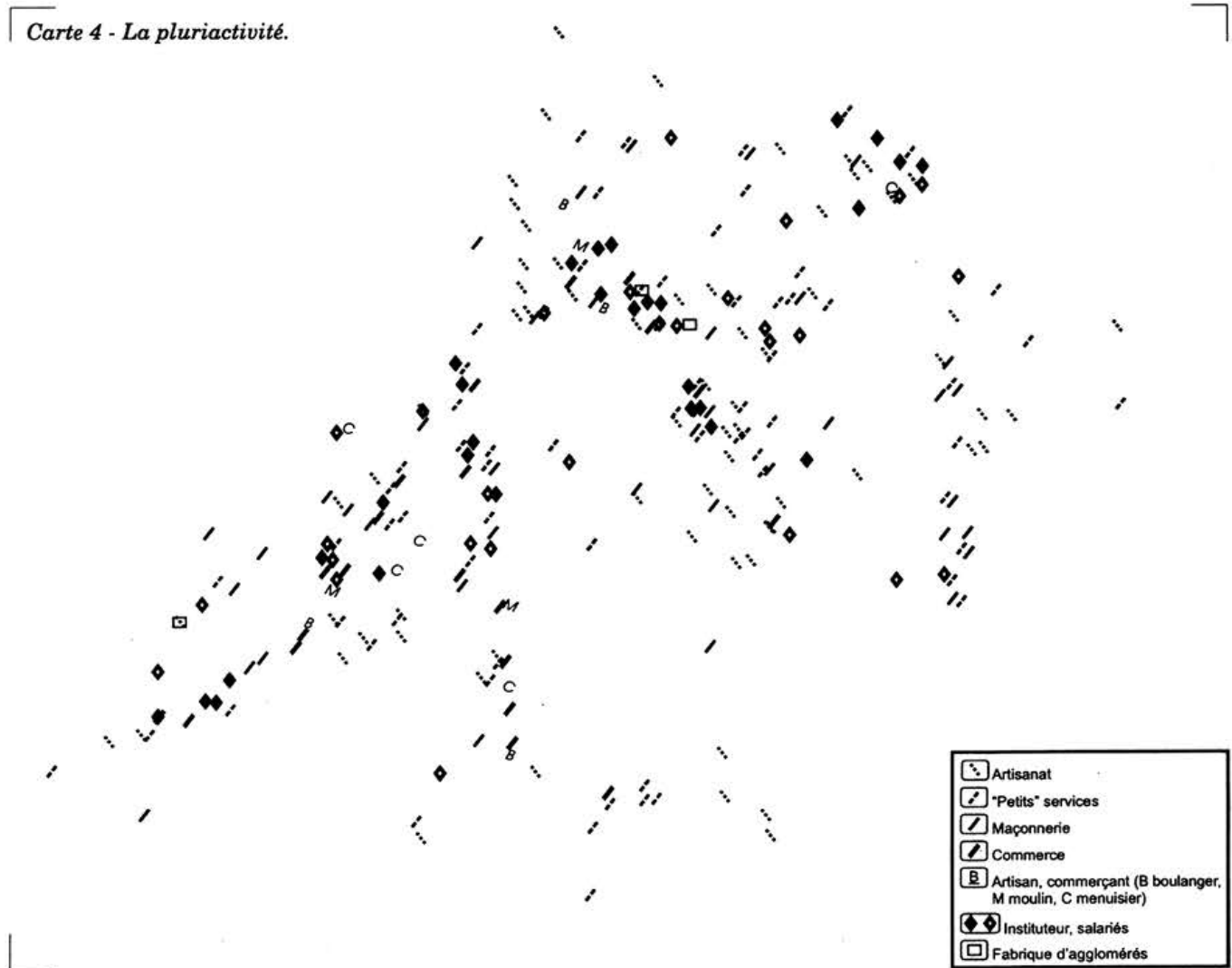
Carte 3 - L'habitat.



térieurs (cf. la manipulation de la parole par les divers conseillers *-asesores*). Toutefois, l'accès à la modernité coopérativiste est lui aussi réservé. Car, encore une fois, la possibilité ou l'intérêt de cette participation, la capacité d'investissement en temps de réunion, ne sont pas les mêmes pour tous. Nous l'avons déjà souligné, les plus démunis cumulent les handicaps, puisque, non-propriétaires, ils sont exclus d'une grande partie des programmes de développement et n'ont pas droit, par définition, aux aides aux producteurs et à la commercialisation de la production. Sans capital économique, ils ne peuvent prétendre le transformer en capital scolaire. De fait, toute transformation met en péril la simple reproduction de la famille. Il en est ainsi par exemple de l'introduction de politiques hygiénistes. Le refus d'utiliser les services sanitaires mis à leur

disposition par des ONG ne peut être compris que si l'on garde à l'esprit que le changement en apparence le plus anodin, le plus altruiste ou le plus bénéfique et désintéressé est toujours vu comme un exercice d'équilibriste que très peu sont tentés d'effectuer car toute déstabilisation (raccordement, mise aux normes...) prend toujours un caractère vital. Les aides les plus facilement intégrables, comme la distribution à des prix subventionnés de produits de première nécessité, ne sont pas non plus sans poser de problèmes. La simple mise en vente dans les magasins du programme Conasupo / Coplamar des denrées subventionnées ne permettrait pas aux "réformateurs" d'avoir une influence quelconque sur le processus de développement du village (lui-même enjeu de pouvoir). Pour cette raison les leaders coopérativistes, les membres de l'ONG, les intermé-

Carte 4 - La pluriactivité.



diaires de l'État impliqués dans les programmes de développement rural, frustrés dans leurs intentions de réforme des habitudes et des caractères, conditionnent l'achat dans les magasins subventionnés à l'assistance aux réunions de l'organisation, levier indispensable du changement des attitudes. Et ce, bien que ces réunions ne touchent qu'à des thèmes relatifs à la production agricole donc étrangers aux Indiens sans terres. Pour ces encadreurs sociaux, tous les moyens sont bons pour pallier les insuffisances –selon leur diagnostic– de l'institution familiale et remplacer celle-ci dès que faire se peut. De fait, c'est là l'une des contradictions essentielles des bénévoles des ONG qui, du moins dans leurs discours, se posent en garants de la préservation de "l'identité" communautaire mais qui doivent sans cesse procéder à un tri entre les aspects "positifs" de

cette identité et donc des structures qui la soutiennent et ses aspects "négatifs".

Les mutations rurales qui s'intensifient dans cette partie de la Sierra Norte de Puebla, sont le résultat d'une friction constante entre une formation sociale dominante et une formation sociale locale dominée. Des forces internes contradictoires se font jour: certains appellent et accompagnent ces mutations, d'autres au contraire freinent et luttent pour la préservation de l'ordre communautaire. Cette préservation demanderait que la communauté en tant qu'entité dominée se réapproprie collectivement le pouvoir de "construire et d'évaluer sa propre identité". Elle peut également, comme le dit P. Bourdieu (1980), "renverser la table des valeurs" qui donne de l'identité communautaire une image négative, "stigmatisée". Le choix pour la commu-

nauté est donc entre la recherche de l'assimilation, de l'intégration (économique, géographique mais aussi sociale et symbolique) qui vise à faire disparaître les "stigmates" et la réappropriation collective du pouvoir de définir la "réalité". Ces deux tendances contradictoires sont à l'œuvre à San Miguel Tzinacapan, et sont source de dynamiques aisément perceptibles. Toutefois, la question n'est pas uniquement de savoir si les transformations issues des processus d'organisation paysanne de type coopérativiste signifient une démocratisation de la



vie politique locale largement impulsée par l'État, et plus précisément par les administrations les plus technocratiques, mais bien plutôt de décider de ce que l'on désigne par ces termes. L'existence même d'un nouveau type d'intermédiaires sociaux, qu'ils opèrent dans le cadre de l'État ou dans celui, collaborateur et concurrent, des ONG, ouvre les possibilités d'un nouveau type de rapport État/communautés paysannes. La croissance de la bureaucratie rend possible la fin du monopole d'intermédiation que détenaient les bourgeoisies traditionnelles (caciques, grands propriétaires, commerçants...). Par ailleurs ces nouveaux cadres sont plus à l'aise dans les rapports plus institutionnalisés (réunions, campagnes d'informations...) que dans les rapports personnels des médiations traditionnelles ou même des canaux habituels de la représentation paysanne par les syndicats corporatistes. Aussi ne faut-il pas sous-estimer l'importance des transformations issues de celles de "l'agir communicationnel", pour reprendre l'expression d'Habermas, qui pourraient bien être les plus profondes ou du moins les plus durables. Il s'agit là d'une dimension importante, souvent oubliée ou passée sous silence, des divers "plans de développement", dimension qui est aussi le façonnement d'une nouvelle articulation à l'État, c'est-à-dire construction d'une nouvelle citoyenneté politique et sociale. Toutefois, l'intérêt de cette nouvelle relation avec l'État n'est pas le même pour tous les membres de la communauté puisque près de la moitié en sont exclus. De fait, l'on peut se demander, comme le faisait A. Meister en 1977, si les succès de ces programmes ne sont pas que des "victoires du transistor" signes d'une ouverture de la communauté à

la société dominante nationale, tandis que, les échecs constituent au contraire un "signe de l'existence des résistances locales et d'une autonomie des groupes et des personnes". \*



## Notes

- 1 S'y trouvent en effet l'ancienne école du centre ville qui fait maintenant office de présidence auxiliaire, de magasin coopératif-Conasupo, de salle de réunion pour la coopérative et aussi de bibliothèque (don de la SEP); une clinique rurale, un jardin d'enfants, un *beneficio* de café et diverses salles de réunions pour les activités (religieuses, de formation, de pilotage en général) de l'ONG. Ajoutons à cet inventaire un château d'eau qui permet d'alimenter en eau relativement potable pratiquement tous les foyers. Une exception confirme cependant la règle, celle de la construction d'un jardin d'enfants, dont la localisation dans la deuxième section répond à une stratégie de déconcentration de l'équipe. De la même manière, un seul des 18 commerces que compte le village se trouve dans la seconde section, aucun des trois moulins à maïs de la communauté ne s'y trouve, ni aucune des deux boulangeries. Cette situation privilégiée des habitants de la première section n'est par sans créer animosité et conflits.
- 2 Voir sur ce point R. Santana 1985.
- 3 Ce sont 42 personnes qui vivent en plus ou moins en grande partie de la maçonnerie. Elles sont réparties dans 40 foyers (15%) dont 17 classés dans la catégorie "améliorés", souvent récemment. Ainsi, pour près de la moitié d'entre eux, la maçonnerie permet une petite accumulation.
- 4 Cet indicateur possède certains défauts, qu'il importe de souligner: ainsi par exemple, toutes les familles n'accordent pas la même importance au confort de l'habitat, pouvant préférer investir ailleurs – achats de terres, c'est un autre indicateur mesurable, dépenses de prestige pour l'organisation d'une fête ou... grande consommation d'eau de vie du chef de famille. Seule une bonne connaissance du village permet de rectifier ces légères distorsions. Il paraissait plus intéressant d'en conserver un grand nombre, au risque de rendre difficile la lecture de la carte 3, que de trop simplifier, cachant alors la diversité des formes et opérant des distinctions trop tranchées entre des situations proches. Avec les 9 types retenus, les écarts, perceptibles d'une classe à l'autre, deviennent nets lorsque l'on saute 2 ou 3 classes.
- 5 L'on note trois étudiants dans le village: droit, médecine – à Puebla – et sociologie rurale – à Chapingo.
- 6 Charge religieuse héritée de l'organisation coloniale des communautés indigènes en *repúblicas de indios*. Les *mayordomos* ont pour tâche essentielle l'organisation de la fête destinée au culte du saint. La plus lourde et coûteuse de ces *mayordomías* est celle de Saint Michel: les dépenses occasionnées par cette fête équivalent au prix d'environ 2 ha de terre.
- 7 "La communauté indienne n'est pas stratifiée [...] seuls peuvent être considérés comme de 'vrais Indiens' ceux qui sont intégrés dans la communauté; celle-ci contrôle ses membres à travers les ressources et la redistribution régulière des richesses." (R. Stavenhagen 1969: 313-334).

## Bibliographie

- Amin, S. et K. Vergopoulos 1974 - *La question paysanne et le capitalisme*. Anthropos-Idep, Paris.
- Ariel de Vidas, A. 1993 - Una piedrita en los zapatos de los caciques. Ecos y repercusiones de las políticas de desarrollo rural en la Huasteca veracruzana. *Estudios Sociológicos* (XI): 33.
- Arizpe, L. 1973 - *Parentesco y economía en una sociedad nahua, Nican Pehua Zacatipan*. SEP-INI 22, Mexico.
- Balandier, G. 1981 [1971] - *Sens et puissance*. PUF, Paris.
- Barbosa Cano, M. 1980 - *Atlas lingüístico del estado de Puebla*. SEP-INAH, Mexico.
- Bartra, R. et P. Calvo 1976 - Estructura de poder y clases dominantes y lucha ideológica en el México rural. In *Caciquismo y poder político en el México rural*: 88-131. Siglo XXI, Mexico.
- Bataillon, C. 1977 - *État, pouvoir et espace dans le Tiers Monde*. PUF, Paris.
- Beaucage, P. 1994 - Los estudios sobre los movimientos sociales en la Sierra Norte de Puebla (1969-1989). *Revista Mexicana de Sociología* 2.
- Bourdieu, P. 1980 - *Le sens pratique*. Minuit, Paris.
- Campagne, P. 1982 - État et paysans: contradiction entre deux systèmes de reproduction. *Économie rurale* 147-148.
- Chamoux, M.N. 1981 - *Indiens de la Sierra. La communauté paysanne au Mexique*. L'Harmattan, Paris.
- Edelman, M. 1980 - Agricultural modernization in smallholding areas of Mexico: a case study in the Sierra Norte de Puebla. *Latin American Perspectives* 27.
- Gómez González, G. 1981 - La influencia del plan Zacapoaxtla en la organización campesina. *Textual* 5-6.
- Marchal, J.Y. et G.R. Palma 1985 - *Análisis gráfico de un espacio regional*. INIREB-ORSTOM, Veracruz.
- Meister, A. 1977 - *La participation pour le développement*. Les éditions ouvrières, Paris.
- Pare, L. 1975 - Caciquismo y estructura del poder en la Sierra Norte de Puebla. Dans *Caciquismo y poder político en el México rural*. Siglo XXI, Mexico.
- Ramos García, H.M. 1981 - Movimiento campesino en la Sierra Norte de Puebla y la Sierra Central de Veracruz. *Textual* 5-6.
- Sahlins, M. 1976 - *Âge de pierre, âge d'abondance, l'économie des sociétés primitives*. Gallimard, Paris.
- Santana, R. 1985 - Atapan: un pueblo aguacatero. *L'ordinaire du Mexicaniste* 92.
- Stavenhagen R. 1969 - Les classes sociales dans les sociétés agraires. *Anthropos*.
- Taggart M.J. 1975 - *Estructuras de los grupos domésticos de una comunidad de habla nahuat de Puebla*. SEP-INI, México.

